

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/00384]

23 MAI 2013. — Arrêté royal relatif aux modalités de désignation aux mandats d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint et portant diverses dispositions statutaires y relatives

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 2007 sur l'inspection générale, les articles 11, § 1^{er}, 12, § 1^{er} et 13, § 3;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo);

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;

Vu le protocole de négociation n° 299/6 du 25 octobre 2012 du Comité de négociation pour les services de police du 25 avril 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 6 juin 2012;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 24 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 2012;

Considérant que l'avis du Conseil consultatif des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai fixé et qu'aucune demande de prolongation n'a été formulée; qu'en conséquence il a été passé outre;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 52.481/2, donné le 19 décembre 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et de la Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Hormis quand le présent arrêté en dispose autrement, les dispositions du Titre III de la Partie VII du PJPo sont d'application pour la désignation aux mandats d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint et trouvent à s'appliquer, lorsqu'il y a lieu, au candidat qui n'est pas membre du personnel.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1°. « l'inspection générale » : l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;

2°. « le ministre » : le Ministre de l'Intérieur;

3°. « le membre du personnel » : le membre du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique au sens de l'article 116 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, à l'exception toutefois des militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et le membre de l'inspection générale;

4°. « la commission de sélection » : la commission de sélection pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint visée à l'article VII.III.68 PJPo.

CHAPITRE II. — *Les modalités de désignation au mandat du candidat qui n'est pas membre du personnel*

Art. 3. Le candidat doit satisfaire aux conditions suivantes :

1°. jouir des droits civils et politiques;

2°. être de conduite irréprochable;

3°. pour les candidats masculins, avoir satisfait aux lois sur la milice;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/00384]

23 MEI 2013. — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor de aanwijzing in de mandaten van inspecteur-generaal en van adjunct-inspecteur-generaal en houdende diverse statutaire bepalingen hieromtrent

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 2007 op de algemene inspectie, de artikelen 11, § 1, 12, § 1 et 13, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo);

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie;

Gelet op het protocol van onderhandeling nr. 299/6 van 25 oktober 2012 van het Onderhandelingscomité voor de politiediensten van 25 april 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 6 juni 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Ambtenaarszaken, d.d. 24 juli 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 22 oktober 2012;

Overwegende dat het advies van de Adviesraad van burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn gegeven is en dat geen verzoek om verlenging van de termijn gedaan is, dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 52.481/2, gegeven op 19 december 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Behalve wanneer onderhavig besluit anders bepaalt, zijn de bepalingen van de Titel III van het Deel VII van de RPPo van toepassing voor de aanwijzing in de mandaten van inspecteur-generaal en van adjunct-inspecteur-generaal en worden deze toegepast, wanneer daar reden toe is, op de kandidaat die geen lid is van het personeel.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1°. « de algemene inspectie » : de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie;

2°. « de minister » : de Minister van Binnenlandse Zaken;

3°. « het personeelslid » : het lid van het operationeel kader of van het administratief en logistiek kader in de zin van artikel 116 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met uitzondering evenwel van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en het lid van de algemene inspectie;

4°. « de selectiecommissie » : de selectiecommissie voor de functie van inspecteur-generaal en van adjunct-inspecteur-generaal bedoeld in artikel VII.III.68 RPPo.

HOOFDSTUK II. — *De nadere regels voor de aanwijzing tot het mandaat van de kandidaat die geen personeelslid is*

Art. 3. De kandidaat moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1°. de burgerlijke en politieke rechten genieten;

2°. van een onberispelijk gedrag zijn;

3°. voor de mannelijke kandidaten, aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

4°. être âgé d'au moins 35 ans pour le mandat d'inspecteur général adjoint et d'au moins 40 ans pour le mandat d'inspecteur général et ne pas avoir atteint l'âge de 60 ans;

5°. être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'étude au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I^{re} de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat;

6°. posséder une expérience de management d'au moins six ans ou avoir une expérience professionnelle utile eu égard à la description de fonction d'au moins dix ans;

7°. avoir été reconnu apte pour le mandat d'inspecteur général ou d'inspecteur général adjoint par la commission de sélection en regard du profil de la fonction à conférer;

8°. répondre aux exigences du profil de la fonction d'inspecteur général ou d'inspecteur général adjoint à conférer.

Art. 4. Le candidat doit satisfaire aux conditions visées à l'article 3, 1°, 3°, 4°, 5° et 6° à la date ultime d'introduction des candidatures.

La condition visée à l'article 3, 2°, découle d'un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois à la date d'introduction de la candidature et d'une enquête de milieu et d'antécédents suivant les modalités prévues par les articles IV.I.18 et IV.I.19 PJPoI, à l'exception des dispositions relatives à la restriction par rapport à l'engagement territorial.

Art. 5. Sans préjudice de l'article VII.III.24 PJPoI, le candidat joint à son acte de candidature, sous peine d'irrecevabilité de celui-ci, toute pièce utile établissant sa satisfaction à la condition déterminée par l'article 3, 6°, en particulier les références ou les recommandations de ses précédents employeurs.

Par expérience de management, il y a lieu d'entendre une expérience en gestion au sein d'un service public ou dans le secteur privé.

Art. 6. Par dérogation à l'article VII.III.26 PJPoI, l'aptitude est établie à l'aide du profil du candidat par rapport au profil exigé pour la fonction en tenant compte de la description de fonction, de l'acte de candidature et des résultats de l'audition du candidat par la commission de sélection.

Art. 7. Par dérogation à l'article VII.III.27 PJPoI, la commission de sélection procède à l'audition des candidats dont elle a déclaré la candidature recevable lorsqu'au moins l'un d'entre eux n'est pas membre du personnel.

Art. 8. Par dérogation à l'article VII.III.51 PJPoI, lorsqu'au moins l'un des candidats jugés aptes par la commission de sélection compétente n'est pas membre du personnel, le ministre et le ministre de la Justice comparent les titres et mérites respectifs des candidats jugés aptes sur la base de la proposition de la commission de sélection et des actes de candidature.

CHAPITRE III. — Les modalités de désignation

au mandat du membre du personnel du cadre administratif et logistique

Art. 9. En vue de l'application des articles VII.III.18, alinéa 1^{er}, 1°, et VII.III.19, alinéa 1^{er}, 1°, PJPoI, les fonctions d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint relèvent respectivement de la classe A5 et A4.

CHAPITRE IV. — La position juridique des titulaires du mandat

Section 1^{re}. — Dispositions communes

Art. 10. Le cas échéant, par dérogation, selon le cas, aux articles VIII.XIII.1^{er} à VIII.XIII.14 PJPoI et aux dispositions de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatifs aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, l'inspecteur général et l'inspecteur général adjoint sont mis en congé d'office pour mission d'intérêt général dans leur service d'origine pour la durée de leur mandat.

Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police dont ils relèvent, décide, selon les nécessités du service, si l'emploi dont ils sont titulaires doit être considéré comme vacant.

4°. ten minste 35 jaar zijn voor het mandaat van adjunct- inspecteur-generaal en ten minste 40 jaar voor het mandaat van inspecteur-generaal en de leeftijd van 60 jaar niet hebben bereikt;

5°. houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau A bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel;

6°. over een managementervaring van minstens zes jaar beschikken of minimaal tien jaar nuttige professionele ervaring hebben in het licht van de functiebeschrijving;

7°. geschikt zijn bevonden voor het mandaat van inspecteur-generaal of van adjunct-inspecteur-generaal door de selectiecommissie op grond van het profiel van de toe te kennen functie;

8°. beantwoorden aan de profielvereisten van het toe te kennen ambt van inspecteur-generaal of van adjunct-inspecteur-generaal.

Art. 4. De kandidaat moet, op de uiterste datum voor indiening van de candidaturen, voldoen aan de voorwaarden zoals bedoeld in het artikel 3, 1°, 3°, 4°, 5° en 6°.

De voorwaarde bedoeld in het artikel 3, 2°, blijkt uit een uittreksel uit het Strafregister dat op de datum van indiening van de kandidaatstelling minder dan drie maanden oud is, en uit een onderzoek van de omgeving en de antecedenten volgens de modaliteiten zoals bedoeld in de artikelen IV.I.18 en IV.I.19 RRPoI, met uitzondering van de bepalingen betreffende de beperking met betrekking tot de territoriale inzetbaarheid.

Art. 5. Onverminderd het artikel VII.III.24 RPPoI, voegt de kandidaat, bij zijn akte tot kandidaatstelling, op straffe van onontvankelijkheid ervan, elk nuttig stuk waaruit blijkt dat hij voldoet aan de voorwaarde zoals bepaald in artikel 3, 6°, inzonderheid de referenties of de aanbevelingen van zijn vorige werkgevers.

Onder managementervaring dient te worden verstaan, ervaring in beheer binnen een overheidsdienst of in de private sector.

Art. 6. In afwijking van artikel VII.III.26 RPPoI, wordt de geschiktheid vastgesteld aan de hand van het profiel van de kandidaat ten overstaan van het voor het ambt vereiste profiel rekening houdend met de functiebeschrijving, de kandidaatstelling en de resultaten van het horen van de kandidaat door de selectiecommissie.

Art. 7. In afwijking van artikel VII.III.27 RPPoI, gaat de selectiecommissie over tot het horen van de kandidaten waarvan zij de kandidatuur ontvankelijk verklaart indien tenminste één van hen geen personeelslid is.

Art. 8. In afwijking van artikel VII.III.51 RPPoI en voor zover tenminste één van de door de bevoegde selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten geen personeelslid is, vergelijken de minister en de minister van Justitie de respectievelijke aanspraken en verdiensten van de geschikt bevonden kandidaten op grond van het voorstel van de selectiecommissie en de kandidaatstellingen.

HOOFDSTUK III. — De nadere regels voor de aanwijzing

tot het mandaat van het personeelslid van het administratief en logistiek kader

Art. 9. Met het oog op de toepassing van artikelen VII.III.18, eerste lid, 1°, en VII.III.19, eerste lid, 1°, RPPoI, behoren de functies van inspecteur-generaal en van adjunct-inspecteur-generaal respectievelijk tot klasse A5 en A4.

HOOFDSTUK IV. — De rechtspositie van de mandaathouders

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 10. In voorkomend geval worden de inspecteur-generaal en de adjunct-inspecteur-generaal, in afwijking, al naargelang het geval, van de artikelen VIII.XIII.1 tot VIII.XIII.14 RPPoI en de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, voor de duur van hun mandaat in hun dienst van oorsprong ambtshalve in verlof voor opdracht van algemeen belang geplaatst.

Dit verlof is onbezoldigd. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

De minister of, al naargelang het geval, de burgemeester of het politiecollege waaronder zij vallen, beslist, al naargelang de noden van de dienst, of de betrekking waarvan zij houder zijn als vacant moet worden beschouwd.

Sans préjudice de l'article 14, l'inspecteur général et l'inspecteur général adjoint obtiennent les augmentations dans leur échelle de traitement ainsi que, selon le cas, les augmentations dans l'échelle de traitement supérieure, les promotions ou les changements de classe ou de grade auxquels ils peuvent prétendre, au moment où ils les obtiendraient ou les auraient obtenus s'ils étaient restés effectivement en service.

Section II. — Position juridique du mandataire qui n'est pas membre du personnel

Art. 11. L'inspecteur général et l'inspecteur général adjoint qui n'est pas membre du personnel bénéficient :

1°. du traitement fixé conformément aux modalités visées à l'arrêté royal du 11 juillet 2001 relatif à la pondération des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux et fixant leur traitement, étant entendu que le Conseil des Ministres fixe la pondération de leur fonction, sur proposition du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, après concertation avec le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice et que par dérogation à l'article 7, alinéa 1^{er} du même arrêté du 11 juillet 2001, les fonctions d'Inspecteur général et d'Inspecteur général adjoint sont pondérées tous les cinq ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2°. le cas échéant, d'une indemnité en remboursement des frais de nourriture, de logement et de parcours aux conditions et taux établis pour les membres du personnel des services de police.

Art. 12. § 1^{er}. L'inspecteur général ou l'inspecteur général adjoint dont le mandat a pris fin à la suite d'une évaluation portant la mention « insuffisant » et qui ne bénéficie ou ne pourrait bénéficier d'aucun revenu professionnel ou d'aucune pension de retraite, obtient une indemnité de départ.

§ 2. L'indemnité de départ correspond à un douzième du traitement visé à l'article 11, 1°.

§ 3. Selon que la mention « insuffisant » a été attribuée lors de l'évaluation finale ou en cours de mandat, le titulaire dont le mandat a pris fin obtient six fois ou trois fois l'indemnité de départ.

§ 4. L'indemnité de départ est liquidée mensuellement, moyennant l'introduction chaque mois, par l'intéressé, d'une déclaration sur l'honneur dans laquelle il apparaît qu'il n'a bénéficié d'aucun revenu professionnel, ni d'aucune pension de retraite durant la période concernée.

Art. 13. § 1^{er}. L'inspecteur général ou l'inspecteur général adjoint dont l'évaluation a donné lieu à l'attribution de la mention « satisfaisant » et dont le mandat n'a pas été renouvelé bien qu'il l'ait à nouveau postulé de manière recevable obtient une indemnité de réintégration dont le montant est égal à une somme forfaitaire correspondant au douzième de la différence entre, d'une part, le traitement visé à l'article 11, 1° et le revenu professionnel qu'il percevra dans le mois qui suit la fin de son mandat, selon le cas :

1. multipliée par dix, s'il a accompli un seul mandat;
2. multipliée par douze, s'il a accompli deux ou plusieurs mandats successifs dans la même fonction;
3. multipliée par le nombre de mois entre la fin de son mandat et la prise de cours de sa retraite, s'il atteint l'âge de la retraite dans les douze mois qui suivent la fin de son mandat.

§ 2. L'indemnité de réintégration est liquidée en un seul paiement, moyennant l'introduction par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur mentionnant le montant mensuel du traitement auquel il a droit ou aurait droit pour des prestations complètes.

Section III. — Position juridique du mandataire qui est membre du personnel

Art. 14. Par dérogation aux articles XI.II.3, alinéas 1^{er} et 2, XI.II.9, XI.II.10 et XI.II.17 PJPoI, pendant la durée de leur mandat, l'inspecteur général et l'inspecteur général adjoint issus du cadre opérationnel ou du cadre administratif ou logistique des services de police, bénéficient du traitement visé à l'article 11.

Durant la même période, ils ne bénéficient d'aucun supplément de traitement, ni d'aucune allocation, à l'exception d'un pécule de vacances octroyé selon les modalités prévues par l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume et d'une allocation de fin d'année aux taux et conditions fixés pour leur octroi aux membres du personnel des services publics fédéraux.

Onverminderd artikel 14, verkrijgen de inspecteur-generaal en de adjunct-inspecteur-generaal de verhogingen in hun weddenschaal alsmede, al naargelang het geval, de verhogingen in de hogere weddenschaal, de bevorderingen of de veranderingen in klasse of van graad waarop zij aanspraak kunnen maken, op het ogenblik waarop zij ze zouden verkrijgen of ze zouden verkregen hebben indien zij effectief in dienst waren gebleven.

Afdeling II. — Rechtspositie van de mandaathouder die geen personeelslid is

Art. 11. De inspecteur-generaal en de adjunct-inspecteur-generaal die geen personeelslid is, genieten :

1°. de wedde zoals bepaald overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in het koninklijk besluit van 11 juli 2001 betreffende de weging van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten en tot vaststelling van hun wedde, met dien verstande dat de Ministerraad de weging van hun functie vastlegt, op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoort, na overleg met de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie en dat, in afwijking van het artikel 7, eerste lid van hetzelfde besluit van 11 juli 2001, de functies van inspecteur-generaal en van adjunct-inspecteur-generaal elke vijf jaar worden gewogen, vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

2°. in voorkomend geval, een vergoeding als terugbetaling van de voedings- logements- en verplaatsingskosten aan de voorwaarden en bedragen vastgesteld voor de personeelsleden van de politiediensten.

Art. 12. § 1. De inspecteur-generaal of de adjunct-inspecteur-generaal waarvan het mandaat werd beëindigd omwille van een evaluatie met de vermelding « onvoldoende » en die geen beroepsinkomen of rustpensioen geniet of zou kunnen genieten, ontvangt een beëindigingsvergoeding.

§ 2. De beëindigingsvergoeding is gelijk aan een twaalfde van de wedde bedoeld in artikel 11, 1°.

§ 3. Naargelang de vermelding « onvoldoende » wordt uitgesproken bij de eindevaluatie of tijdens het mandaat, verkrijgt de houder van wie het mandaat werd beëindigd zes maal of drie maal de beëindigingsvergoeding.

§ 4. De beëindigingsvergoeding wordt maandelijks uitbetaald, mits maandelijks voorlegging door de belanghebbende van een verklaring op eer waaruit blijkt dat hij gedurende de betrokken periode geen beroepsinkomen, of rustpensioen heeft genoten.

Art. 13. § 1. De inspecteur-generaal of de adjunct-inspecteur-generaal van wie de evaluatie aanleiding heeft gegeven tot de vermelding « voldoende » en waarvan het mandaat niet werd verlengd, hoewel hij opnieuw ontvankelijk gesolliciteerd had, ontvangt een herintegratievergoeding waarvan het bedrag gelijk is aan een forfaitair bedrag dat overeenkomt met het twaalfde van het verschil tussen enerzijds de wedde bedoeld in artikel 11, 1° en het beroepsinkomen dat hij zal krijgen in de maand die volgt op het einde van zijn mandaat, al naargelang het geval :

1. vermenigvuldigd met tien, als hij één mandaat heeft uitgeoefend;
2. vermenigvuldigd met twaalf als hij twee of meerdere opeenvolgende mandaten in dezelfde functie heeft uitgeoefend;
3. vermenigvuldigd met het aantal maanden tussen het einde van zijn mandaat en de aanvang van zijn pensioen in de twaalf maanden die volgen op het einde van zijn mandaat.

§ 2. De herintegratievergoeding wordt éénmalig toegekend mits het afleggen door de betrokkene van een verklaring op eer met de vermelding van de maandwedde waarop hij recht heeft of recht zou hebben bij voltijdse prestaties.

Afdeling III. — Rechtspositie van de mandaathouder die personeelslid is

Art. 14. In afwijking van de artikelen XI.II.3, eerste en tweede lid, XI.II.9, XI.II.10 en XI.II.17 RPPoI, genieten de inspecteur-generaal en de adjunct-inspecteur-generaal afkomstig van het operationeel kader of van het administratief en logistiek kader van de politiediensten, tijdens de duur van hun mandaat de wedde zoals bedoeld in artikel 11.

Binnen dezelfde periode, genieten zij geen enkele weddebijslag of toelage, met uitzondering van het vakantiegeld toegekend volgens de modaliteiten voorzien door het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur en van een eindejaarspremie volgens de bedragen en voorwaarden die zijn voorzien voor het personeel van de federale overheidsdiensten.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 15. Dans la deuxième colonne de l'annexe 3 PJPoL, les mots « Inspecteur général et Inspecteur général adjoint de la police fédérale et de la police locale » sont abrogés.

Art. 16. L'article 69 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale est abrogé.

Art. 17. Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 15. In de tweede kolom van de bijlage 3 RPPoL worden de woorden « Inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal van de federale politie en van de lokale politie » opgeheven.

Art. 16. Artikel 69 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de Algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie opgeheven.

Art. 17. De Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie zijn, elk wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 mei 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2013/14229]

29 MAI 2013. — Arrêté royal approuvant le cinquième contrat de gestion entre l'Etat et bpost pour la période 2013-2015

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, l'article 4, § 3 et les articles 141 à 144*undecies*;

Considérant que, par décision du 2 mai 2013, la Commission européenne a, sous l'angle des règles européennes en matière d'aides d'Etat, autorisé la compensation que l'Etat paiera à bpost en vertu du cinquième contrat de gestion pour l'exécution de certaines missions de service public;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2013;

Sur la proposition du Ministre des Entreprises publiques et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le cinquième contrat de gestion entre l'Etat et la société anonyme de droit public bpost, dont le texte est repris en annexe au présent arrêté, est approuvé.

Ce contrat produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a les Entreprises publiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mai 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Entreprises publiques,
J.-P. LABILLE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2013/14229]

29 MEI 2013. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het vijfde beheerscontract tussen de Staat en bpost voor de periode 2013-2015

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, artikel 4, § 3 en de artikelen 141 tot 144*undecies*;

Overwegende dat, bij beschikking van 2 mei 2013, de Europese Commissie vanuit het oogpunt van de Europese regels inzake Staatssteun haar goedkeuring heeft gehecht aan de vergoeding die de Staat krachtens het vijfde beheerscontract aan bpost zal betalen voor de uitvoering van bepaalde opdrachten van openbare dienst;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 24 mei 2013;

Op de voordracht van de Minister van Overheidsbedrijven en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het vijfde beheerscontract tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht bpost, waarvan de tekst is opgenomen als bijlage bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

Dit contract heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De minister bevoegd voor Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 mei 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Overheidsbedrijven,
J.-P. LABILLE